

Béatrice Perez (dir.)

LA REPUTACIÓN

QUÊTE INDIVIDUELLE ET ASPIRATION
COLLECTIVE DANS L'ESPAGNE DES HABSBOURG

*Hommage à la professeure
Araceli Guillaume-Alonso*





L'idée de cet ouvrage est née de la nécessité de comprendre le sens du concept espagnol de *reputación*. La définition originelle du terme demeure proche de celle de *réputation* dans la France d'Ancien Régime. Pourtant, la fréquence obsessionnelle avec laquelle il est utilisé sous les Habsbourg attire l'attention.

À l'échelle des hommes, comment se construit la réputation, de quels espoirs secrets est-elle le nom ? Dans la mise en scène de la monarchie catholique au regard de l'Europe, comment se négocie la

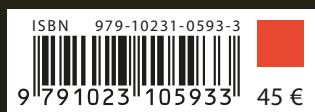
reputación du royaume, suivant le chemin sinueux de la paix et des réformes ? De quelle dangerosité se charge-t-elle dès lors que la politique *reputacionista* devient le nouveau programme de recouvrement symbolique de la gloire internationale, combinant à la fois l'universel et le localisme ? Sans cesse, la société castillane se joue de cette *reputación* pour promouvoir d'autres grilles de valeurs, d'autres usages sociaux : réputation de la qualité de noble ; réputation du sang ; *reputacionismo* et revendication expansionniste.

La réputation dévoile des usages sociaux qui rendent compte d'une façon propre de penser le monde, et de se penser dans le monde. Elle est ce principe vital sans lequel on ne comprend pas grand-chose aux dynamiques sociales et politiques de l'époque moderne. C'est la grande leçon tirée des travaux de la professeure Araceli Guillaume-Alonso à qui son équipe de recherches, ses collègues et amis, nombreux, ont souhaité rendre hommage.

Béatrice Perez, professeure d'histoire et civilisation de l'Espagne moderne à Sorbonne Université, dirige la composante Civilisation et histoire de l'Espagne classique (CHECLA) de l'équipe CLEA. Elle a reçu le prix de la recherche « Alberto Benveniste » pour son livre *Inquisition, Pouvoir, Société* (Paris, Champion, 2007) et a publié aux PUPS, en 2016, *Les Marchands de Séville. Une société inquiète (XV-XVII^e siècle)*.

Couverture : Pieter Coecke van Aelst (atelier), *Le Triomphe de la Renommée*, encre sur papier, diam. : 284 mm, entre 1512 et 1549, Amsterdam, Rijksmuseum © Rijksmuseum, Amsterdam / avec la collaboration de l'agence La Collection.

4^e de couverture : Mellaria, *VII Centenario de la muerte de Guzmán el Bueno (1309-2009)*, timbre postal, 2009, d'après M. Reiné Jiménez, *Guzmán el Bueno*, huile sur toile, 2m x 1m, 2011, Tarifa, Salon du Consistoire. © Mellaria (Asociación tarifena para la defensa del patrimonio cultural).



LA REPUTACIÓN

Les Marchands de Séville. Une société inquiète (XV^e-XVI^e siècles) (n° 27)
Béatrice Perez

Les Voies du silence dans l'Espagne des Habsbourg (n° 26)
Alexandra Merle & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

Le Monde hispanique. Histoire des fondations (n° 25)
Georges Martin, Araceli Guillaume-Alonso & Jean-Paul Duviols (dir.)

Les Couleurs dans l'Espagne du Siècle d'or. Écriture et symbolique (n° 24)
Yves Germain & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

La Pureté de sang en Espagne. Du lignage à la « race » (n° 23)
Raphaël Carrasco, Annie Molinié & Béatrice Perez (dir.)

Ambassadeurs, apprentis espions et maîtres colporteurs.
Les systèmes de renseignement en Espagne à l'époque moderne (n° 22)
Béatrice Perez (dir.)

Le Cérémonial de la cour d'Espagne au XVII^e siècle (n° 21)
traduction & édition critique de Hugo Coniez

Vivre et mourir sur les navires du Siècle d'or (n° 20)
Delphine Tempère

Des Marchands entre deux mondes. Pratiques et représentations
en Espagne et en Amérique (XV^e-XVIII^e siècles) (n° 19)
Béatrice Perez, Sonia V. Rose & Jean-Pierre Clément (dir.)

Les Jésuites en Espagne et en Amérique. Jeux et enjeux du pouvoir (XVI^e-XVII^e siècles) (n° 18)
Annie Molinié, Alexandra Merle & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

Miroir du Nouveau Monde. Images primitives de l'Amérique (n° 17)
Jean-Paul Duviols

Les Sépharades en littérature. Un parcours millénaire (n° 16)
Esther Benbassa (dir.)

L'Espagne et ses guerres. De la fin de la Reconquête
aux guerres d'Indépendance (n° 15)
Annie Molinié & Alexandra Merle (dir.)

Inquisition d'Espagne (n° 14)
Annie Molinié & Jean-Paul Duviols (dir.)

Charles Quint et la monarchie universelle (n° 13)
Annie Molinié & Jean-Paul Duviols (dir.)

Des Taureaux et des Hommes.
Tauromachie et société dans le monde ibérique et ibéro-américain (n° 12)
Annie Molinié, Jean-Paul Duviols & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

Philippe II et l'Espagne (n° 11)
Annie Molinié & Jean-Paul Duviols (dir.)

Les Voies des Lumières (n° 10)
Carlos Serrano, Jean-Paul Duviols & Annie Molinié (dir.)

Béatrice Perez (dir.)

La Reputación

Quête individuelle et aspiration
collective dans l'Espagne des Habsbourg

*Hommage à la professeure
Araceli Guillaume-Alonso*

SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES
Paris

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université
et du laboratoire CHECLA-CLEA

Sorbonne Université Presses est un service général
la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Sorbonne Université Presses, 2018, 2023
ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0593-3

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Mise en page ATELIER CHRISTIAN MILLET
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

QUATRIÈME PARTIE

Jeux et enjeux de la réputation :
construire la *reputación*...
ou la rétablir

« PURETÉ DE SANG » ET *REPUTACIÓN* DES LIGNAGES : UNE ARME FATALE ?

Raphaël Carrasco

Université Paul-Valéry Montpellier 3, LLACS

Notre objectif dans le présent travail est d'exposer le cas d'un jeune prétendant à recevoir un habit de l'ordre de Calatrava qui connut la mauvaise fortune de se voir opposer de nombreuses objections relatives à la « pureté » de son sang mais qui parvint néanmoins à les surmonter et à être admis dans l'ordre. L'affaire datant du dernier tiers du xvii^e siècle, elle nous permettra de nous demander ce qu'il en était, après un peu moins de deux cents ans d'application des empêchements légaux au titre de la « race » (« *raza*¹ »), de l'effectivité de cette barrière aux effets négatifs éprouvés – mais aussi exagérés par nombre d'auteurs – et rarement saisie dans la longue durée.

Tous ceux qui se sont penchés sur l'histoire sociale de l'Espagne moderne ont reconnu la place centrale qu'occupait alors dans la vie des Espagnols la « pureté de sang », préjugé racial discriminatoire et dont la manifestation légale la plus spectaculaire résidait dans les fameux « statuts de pureté de sang » adoptés, à compter du xvi^e siècle, par la grande majorité des institutions de la monarchie catholique d'Espagne². Barrière parfois infranchissable pour ceux qui ne parvenaient pas à prouver la « pureté » de leur sang, les statuts en question permettaient, après qu'on avait surmonté positivement cette épreuve, d'être déclaré légalement vieux-chrétien, si l'on peut dire, de telle sorte que les statuts en étaient arrivés à occuper une place très particulière, et essentielle, parmi les facteurs déterminant la *reputación* des lignages, en entendant par ce terme, plus que la simple notion d'honneur-réputation – autrement dit, l'opinion – le fondement du droit à l'excellence ou plutôt de la légitimité de toute prétention à l'excellence.

1 La *raza*, c'était à l'époque la tache (*mancha* ou *mácula*) qui souillait le sang des descendants de juifs ou de musulmans.

2 La bibliographie sur le « pureté de sang » est abondante et de qualité. Nous nous contenterons de renvoyer à deux ouvrages d'assez récente parution : Juan Hernández Franco, *Sangre limpia, sangre española*, Madrid, Cátedra, 2011 ; Raphaël Carrasco, Annie Molinié et Béatrice Perez (dir.), *La Pureté de sang en Espagne. Du lignage à la « race »*, Paris, PUPS, 2011.

Une courte citation tirée d'un manuscrit datant du XVI^e siècle conservé à la *Biblioteca Nacional de España* et connu de longue date va éclairer notre propos. On peut y lire ce qui suit :

Il existe en Espagne deux sortes de noblesses. L'une plus considérable, l'*hidalguía* et l'autre, moindre, la « pureté de sang » de ceux que nous appelons les vieux-chrétiens et bien qu'il soit plus honorable de posséder la première, il est bien plus infamant que la seconde vienne à manquer car en Espagne l'on tient en bien plus grande estime un roturier au sang « pur » qu'un *hidalgo* qui en est dépourvu³.

344

Cette seconde, cette petite noblesse que possédait tout vieux-chrétien par le simple fait de ne compter parmi ses ascendants ni juif ni musulman était donc en réalité considérée comme première et plus fondamentale que la vraie noblesse car elle en était devenue la condition de possibilité dans la mesure où nul noble ne pouvait se prétendre tel s'il ne pouvait démontrer que son lignage était « pur » (*limpio*). On ne peut s'empêcher de songer à la comique protestation de Sancho Panza et à l'ironique réponse de son maître : « — [...] je suis vieux-chrétien, et pour être comte, cela m'est assez. — C'est même trop, lui dit don Quichotte »⁴. Les nombreux avatars de ce paradoxe encomrent aussi bien la littérature du temps que les considérations, tantôt incroyables, tantôt réservées, voire hostiles, des observateurs postérieurs au point de brouiller leur perception de cette réalité complexe, il faut en convenir, entre lieux-communs sur l'honneur et anachronismes ethno-sociologiques.

Poussés par la nécessité de répondre à cette exigence de transparence sanguine, si l'on peut dire, dont dépendait la *reputación* de leur famille, les élites urbaines, les prétendants aux charges publiques et autres emplois ou fonctions protégés par les statuts de « pureté de sang » se mirent en quête de moyens de prouver leur qualité de vieux-chrétien. Et le plus efficace était d'obtenir un titre de familier de l'Inquisition ou un habit de chevalier d'un ordre militaire. En effet, devenir familier du Saint-Office ou être admis dans un des ordres de chevalerie ne signifiait pas seulement jouir de privilèges conséquents, cela n'était pas seulement source de considération et de prestige, c'était devenu le moyen le

3 « *En España hay dos géneros de nobleza. Uno mayor, que es la hidalguía, y otra menor, que es la limpieza, que llamamos cristianos viejos y aunque la primera es más honrado de tenerla, pero muy más afrentoso es faltar la segunda porque en España muy más estimamos a un hombre pechero y limpio que a un hidalgo que no es limpio* ». Cité par Nicolás López Martínez, *Los judaizantes castellanos y la Inquisición en tiempo de Isabel la Católica*, Burgos, Publicaciones del Seminario Metropolitano de Burgos, 1954, p. 373. Traduit par nous, ainsi que toutes les autres citations de cet article – sauf indication contraire – dans lesquelles nous avons modernisé l'orthographe.

4 *L'ingénieux hidalgo don Quichotte de la Manche*, t. I, XXI, traduit par Jean Canavaggio, dans Cervantès, *Don Quichotte précédé de La Galatée. Œuvres romanesques complètes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. I, 2001, p. 562.

plus clair et incontestable de dire sa « pureté de sang ». Et plus que l'Inquisition, c'était la chevalerie, dans ses versants séculiers et réguliers, féminins et masculins, qui était de ce point de vue la plus recherchée car – ainsi que l'affirme Francisco Fernández Izquierdo –, à l'époque moderne, « [...] les ordres militaires furent des institutions qui devinrent les arbitres dans les questions relatives aux généalogies, aux preuves de noblesse et à d'autres qualités tenues en grande estime sous l'Ancien Régime⁵ ».

En 1600, durant les Cortès de Madrid, les procureurs engagèrent un débat sur l'opportunité d'approuver la réforme des statuts de « pureté de sang » préconisée par le dominicain Agustín Salucio dans son fameux *Discurso* qu'il venait de publier⁶. Antonio Domínguez Ortiz cite les propos d'un procureur opposé à cette réforme qui aurait pour effet d'assouplir l'application des statuts. Selon cet orateur, les croix qu'on peut voir sur les habits des chevaliers des ordres militaires « nous enseignent deux choses : la première, que celui qui la porte, sans qu'on ait besoin de le connaître, est un homme noble et au sang “pur” ; la seconde, qu'ils l'ont méritée, lui ou ses ancêtres, pour prix de leurs services, ce qui revêt une grande importance car les rois sont servis par de telles personnes »⁷. Ce texte, commente Antonio Domínguez Ortiz, énonce les deux grandes fonctions, sociale et politique, remplies par les ordres militaires dans la société espagnole d'Ancien Régime : permettre de distinguer les véritables nobles, à savoir ceux qui pouvaient se targuer de posséder un sang « pur » et mettre à la disposition de la monarchie un personnel de gouvernement et de service. C'est le premier aspect qui nous intéresse à présent, à travers les vicissitudes que connut l'enquête sur les origines d'un prétendant à l'habit (*hábito de caballero*) de l'ordre de Calatrava dont l'administration centrale se trouvait à Almagro, chef-lieu du Campo de Calatrava et ville de résidence de l'individu qui nous intéresse.

Le dossier d'Andrés de Rozas Treviño – c'est le nom de notre prétendant –, fut présenté en 1661 par son oncle maternel et tuteur don Pedro Treviño de

5 « *Las órdenes militares fueron instituciones que se convirtieron en árbitros de cuestiones relativas a genealogía, demostración de nobleza, y otras calidades de gran estima en el Antiguo Régimen* » (Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI*, Madrid, CSIC, 1992, p. 89). Traduit par nous.

6 Agustín Salucio, *Discurso [...] acerca de la justicia y buen gobierno de España en los estatutos de limpieza de sangre y si conviene o no alguna limitación en ellos*, dans Antonio Valladares de Sotomayor, *Semanario erudito*, XV, Madrid, Por don Blas Román, 1788, p. 128-214. Texte facilement accessible en ligne, tant dans cette édition que dans sa première impression de 1600. Il existe une édition moderne d'Antonio Pérez Gómez intitulée *Discurso sobre de los estatutos de Limpieza de Sangre*, Cieza, El ayre de la almena, 1975.

7 « [...] nos dan a entender dos cosas : la primera, a saber, sin conocerle, que es hombre noble el que la trae, y limpio. La segunda que la mereció él, o sus pasados con servicios, lo cual es de mucha importancia por ser servidos los reyes de tales personas » (cité par Antonio Domínguez Ortiz, « Valoración social de los hábitos de las Órdenes Militares », dans Ricardo Izquierdo Benito et Francisco Ruiz Gómez [dir.], *Las órdenes militares en la Península Ibérica*, t. II, *Edad Moderna*, Cuenca, Universidad de Castilla-la Mancha, 2000, p. 1157-1176, ici p. 1157).

Loaysa de Oliver alors que le demandeur n'avait que trois ans⁸. Ses parents venaient de décéder tous deux cette même année et don Pedro, personnage en vue dans la capitale de l'ordre de Calatrava et familier du Saint-Office, s'était empressé d'introduire la demande pour son protégé afin, essentiellement, de faire en sorte que la commanderie dont jouissait le père demeurât dans la famille. L'âge, en réalité, n'était pas un obstacle, car bien que le règlement de l'ordre stipulât que l'âge minimal pour y entrer était de dix ans – comme nous allons voir –, tous les spécialistes s'accordent pour affirmer que cette clause n'était guère respectée car il était facile, en payant, d'obtenir des dispenses à Rome. Le jeune Andrés appartenait au lignage des Treviño de Loaysa, implanté de longue date à Ciudad Real où, en cette fin du règne de Philippe IV, il tenait le haut du pavé⁹. Il était en effet le fils de don Felipe de Rozas et doña Isabel Oliver Malagón Treviño de Loaysa, habitants d'Almagro. C'est par sa grand-mère, doña Leonor Treviño de Loaysa, que sa famille s'était introduite dans le chef-lieu du Campo de Calatrava où très rapidement elle avait noué des liens avec toutes les familles importantes d'Almagro, comme les Aguilera, les Velarde, les Bermúdez, les Muñoz et les Cueva, ce qui lui permettait d'exercer une influence décisive au sein du conseil municipal¹⁰. Ses membres avaient de même accumulé les familiarités du Saint-Office, accréditation incontestable de « pureté de sang » mais aussi source de privilèges non négligeables et d'exemptions, judiciaires en particulier, qui étaient en général à l'origine de nombreux désordres. Notre famille n'échappa point à la règle et c'est ainsi qu'en 1615-1617 se déroula un procès qui fit grand bruit à Ciudad Real contre Fernando Muñoz Treviño de Loaysa, familier du Saint-Office, pour avoir donné la mort à don Baltasar Núñez de Córdoba et au cours duquel, comme c'était le cas partout, la justice royale et l'Inquisition s'affrontèrent durement¹¹.

Doña Leonor Treviño de Loaysa¹² avait épousé un certain don Luis de Oliver, *hidalgo de ejecutoria* et familier du Saint-Office. Ils eurent un fils, don Pedro

8 A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276 intitulé « Andrés de Rozas Treviño de Loaysa González y Oliver ».

9 Les généalogistes et les chroniqueurs anciens avaient, suivant l'usage du temps, tendance à magnifier les origines des notables locaux. C'est ainsi que José Díaz Jurado, titulaire de la paroisse de San Pablo de Ciudad Real, affirme que les Treviño étaient originaires de la ville de Durango, dans la province d'Alava – ce qui signifiait qu'ils étaient *hidalgos* de sang –, qu'ils avaient participé à la victoire des Navas de Tolosa (1212) et avaient fait partie des fondateurs de Ciudad Real au milieu du xiii^e siècle : Joseph Díaz Jurado, *Singular idea del sabio rey D. Alfonso, dibujada en la fundación de Ciudad Real*, éd. de Ángel Vázquez Morcillo et de Francisco Ruiz Gómez, Ciudad Real, Ayuntamiento, 1986, p. 267-273. Il s'agit de l'édition d'un texte rédigé en 1680-1681, d'après une copie de 1750 très modifiée et conservée à la Biblioteca Provincial de Ciudad Real.

10 Carla Rahn Phillips, *Ciudad Real, 1500-1750. Growth, Crisis, and Readjustment in the Spanish Economy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979, p. 100.

11 A.H.N., Inq., leg. 2087, n^o 1.

12 Pour sa généalogie, voir A.H.N., Inq., leg. 471, n^o 2.

Treviño de Loaysa qui devint *Alguacil mayor* et familier du Saint-Office, ainsi que deux filles. La première, doña Leonor Treviño de Loaysa comme sa mère, devint moniale dans le prestigieux couvent de l'Asunción de l'ordre de Calatrava d'Almagro¹³ et *comendadora* (supérieure) en 1652¹⁴. Sa sœur cadette, doña Isabel Oliver Malagón Treviño de Loaysa, la mère de notre prétendant, caressa en apparence le dessein d'entrer elle aussi dans le même couvent. C'est ce que laisse supposer le fait que sa généalogie fut déposée sans qu'un dossier d'admission fût ouvert. Mais en 1649 ses parents la marièrent à don Felipe de Rozas, chevalier de Calatrava et titulaire de la commanderie de Torroba, fort modeste mais donnant accès au titre de commandeur et c'était cela qui comptait¹⁵. En 1658 venait au monde don Andrés, qui devenait orphelin de père et mère trois ans plus tard ainsi que nous l'avons signalé plus haut. Tout dans cette famille semblait réuni pour que le dossier du jeune prétendant fût accepté sans encombre. Or, il n'en fut rien et l'enquête sur ses origines tourna vite au cauchemar pour la famille.

Les règlements (*Definiciones*) successifs élaborés au cours des différents chapitres généraux de l'ordre permettent de dégager les conditions requises pour devenir chevalier de Calatrava. En voici les plus importantes : être noble et issu d'une union légitime (*Definiciones* de 1418), être âgé d'au moins dix ans pour être chevalier, et de dix-sept ans pour recevoir une commanderie (*Definiciones* de 1448). L'exigence de « pureté de sang » est inscrite dans les *Definiciones* de 1462 et sera confirmée par une bulle de 1483. La nécessité de constituer un dossier d'admission prouvant les trois qualités de noblesse, légitimité et « pureté de sang » fait son apparition au début du XVI^e siècle, vers 1508, alors qu'auparavant c'était le grand-maître (*Maestre*), assisté d'un conseil de six chevaliers – appelés les *ancianos* – qui octroyaient habits et commanderies sans besoin d'aucune enquête. Ce changement important s'explique par le fait que, une fois les maîtrises des ordres de chevalerie incorporés à la Couronne sous Ferdinand le catholique – Calatrava en 1489, Saint-Jacques en 1493, Alcántara en 1494 et Montesa bien plus tard, en 1587 –, c'était le roi en tant que grand-maître qui décidait des admissions, la noblesse perdant le contrôle sur la qualité des

13 Le couvent de l'Asunción d'Almagro, fondé en 1504 par Frey don Guillermo de Padilla, grand commandeur de l'ordre, pour être un hôpital et élargi en 1523 pour abriter le couvent des moniales de Calatrava, devait son prestige à la réputation qu'il avait d'exiger des preuves de « pureté de sang » particulièrement rigoureuses, de sorte que bien des familles y plaçaient leurs filles car le fait d'y être admises valait certification de *limpieza*.

14 Voir son dossier à A.H.N., OM, Religiosas calatravas, exp 241.

15 La commanderie de Torroba, tout près d'Almagro, procurait une rente de 90 000 *maravédís* en 1500, 223 000 en 1573 (soit 1,4 % du total des rentes du Campo de Calatrava) et 380 000 en 1680, ce qui en faisait « une des commanderies les plus modestes » selon Manuel Corchado Soriano, *Estudio histórico-económico-jurídico del Campo de Calatrava*, t. II, *Las jerarquías de la orden con rentas en el Campo de Calatrava*, Ciudad Real, Publicaciones del Instituto de Estudios Manchegos, 1984, p. 396. Le dossier de doña Isabel Oliver pour épouser un chevalier peut être consulté à A.H.N., OM, Cas. Cal., leg. 14, exp. 50.

personnes. En imposant l'établissement de preuves, elle entendait se donner une garantie sur ces qualités. C'est pour cette raison que les chevaliers demandèrent à Ferdinand, qui accepta, lors du sixième chapitre général de l'ordre célébré à Séville en 1511, que les enquêtes fussent menées par un informateur impartial désigné par le Conseil des Ordres (apparu entre 1495 et 1498 sous la forme de conseils distincts pour chaque ordre, puis réunis en un seul en 1523 par l'empereur), que les témoins présentés par les candidats fussent écartés et que les enquêteurs allassent en personne dans les lieux d'où étaient issus les prétendants s'informer au moyen d'un questionnaire préétabli.

D'autres conditions allaient venir s'ajouter au cours du temps, en particulier l'exigence de n'avoir exercé aucun métier vil ou mécanique, d'avoir un âge supérieur au *minimum* exigé (*Definiciones* de 1563), d'être *hidalgo* notoire sans avoir acheté le titre, de n'avoir parmi ses ancêtres aucun pénitencié par le Saint-Office pour quelque cause que ce fût (*Definiciones* de 1600). Ce même chapitre général décréta qu'il faudrait dorénavant prouver l'*hidalguía* des grand-mères paternelle et maternelle afin que les chevaliers pussent se prévaloir d'être nobles « *por los cuatro costados* » comme on disait car le fait de ne pas demander cette preuve faisait que les autres ordres, qui eux l'exigeaient, se considéraient supérieurs à celui de Calatrava¹⁶. Enfin, nous précisons que les chevaliers, qui pouvaient se marier si le roi, grand-maître de l'ordre, les y autorisait, devaient à compter du chapitre de 1600, produire un dossier attestant les qualités de leur future épouse et tout particulièrement la pureté de sang de cette dernière. Les dossiers des épouses sont conservés à l'*Archivo Histórico Nacional* de Madrid dans une sous-section à part du fonds d'*Órdenes militares* intitulée *Pruebas de sangre de mujeres para casar con caballeros*¹⁷.

Toutes les conditions d'admission dans l'ordre étaient reprises dans le questionnaire canonique imprimé qui servait aux informateurs lors de leurs enquêtes de terrain en vue de l'admission des nouveaux prétendants et qui figure, avec les réponses des témoins, dans les dossiers des chevaliers conservés à l'*Archivo Histórico Nacional*. Celui-ci comportait les treize questions suivantes :

- 1) Demander aux personnes interrogées si elles connaissent le prétendant, son

¹⁶ Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI, op. cit.*, p. 100.

¹⁷ Tous les éléments que nous venons de préciser sont nécessaires pour bien entendre les déboires généalogiques passablement embrouillés des Treviño de Loaysa. Nous n'allons pas nous étendre plus longuement sur les règlements de l'ordre de Calatrava ni sur son histoire. Les quatre ouvrages qui nous paraissent les plus utiles pour qui veut en savoir davantage sont : *Diffinitiones de la Orden y Cavallería de Calatrava, conforme al Capítulo General celebrado en Madrid año de 1652. Segunda impresión*, Madrid, Imprenta del Mercurio, 1748 ; Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI, op. cit.* ; Emma Solano Ruiz, *La orden de Calatrava en el siglo XV*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1978 ; Elena Postigo Castellanos, *Honor y privilegio en la Corona de Castilla. El Consejo de Órdenes y los caballeros de hábito en el siglo XVII*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1988.

âge, son lieu de naissance et de résidence ; 2) si elles connaissent ses parents, leur nom, leur lieu de naissance et de résidence ; 3) même question concernant les grands-parents paternels et maternels ; 4) si elles sont parentes du prétendant, ses amies ou ses ennemies ; 5) si elles savent que le prétendant, ses parents et ses grands-parents sont *hidalgos* « de sang [...] sans sang impur ni mêlé de roture » (« *de sangre [...] sin raza ni mezcla de villanos* ») ; 6) si le prétendant, ses parents et grands-parents sont tenus pour vieux-chrétiens, « sans mélange avec du sang juif, ni more ni *converso*, à aucun degré, aussi ancien fût-il » (« *sin mezcla de judío, moro ni converso en ningún grado, por remoto que sea* ») ; 7) si elles savent que le prétendant, ses parents et grands-parents ou des ascendants par voie masculine ou féminine aient été hérétiques et condamnés ou pénitenciers par le Saint-Office ; 8) si elles savent que le prétendant ait été compromis dans quelque grave affaire infamante de sorte que sa réputation soit malmenée parmi les *hijosdalgo* ; 9) si elles savent que ledit prétendant ou quelqu'un parmi ses ascendants aient été marchands, cambistes, courtiers, s'ils ont tenu une banque, ont été bijoutiers, brodeurs, aubergistes, notaires, tailleurs, procureurs ou ont exercé des métiers semblables ou plus bas et ont vécu du travail de leurs mains ; 10) si le prétendant est enfant légitime issu d'une union légitime ; 11) si elles ont entendu dire que le prétendant se fût préalablement engagé auprès d'un autre ordre ; 12) si le prétendant est sain de corps sans maladie qui l'empêche d'exercer le métier de chevalerie et puisse être transmise à d'autres ; enfin 13) s'il a vécu chez un seigneur ou une autre personne et les ait servis comme majordome ou dans un autre office qui en ait fait leur obligé¹⁸.

Afin de mettre un terme aux excès et aux blocages occasionnés par les enquêtes généalogiques, le favori don Gaspar de Guzmán, comte duc d'Olivarès, fit promulguer en 1623 la loi dite des trois actes positifs – *tres actos positivos* – qui dispensait de produire de nouvelles preuves quiconque était en mesure de faire état de trois informations positives antérieures dans sa lignée. Cette mesure, qui provoqua de véhémentes protestations de la part des ordres de chevalerie, entraîna une brusque et prévisible inflation des dossiers recevables et donc des nouveaux chevaliers, au grand dam des aînés, très attachés à l'ancienne pratique. Du reste, après la disgrâce d'Olivarès, au cours du chapitre général des trois ordres

18 Francisco Fernández Izquierdo reproduit un questionnaire plus ancien en huit entrées (*La orden militar de Calatrava en el siglo XVI, op. cit.*, p. 93). Nous avons, pour notre part, repris les termes du questionnaire figurant dans notre dossier de 1661. Notons une différence intéressante entre les deux : alors que le plus ancien contenait une question à propos d'un possible engagement matrimonial du prétendant, celle-ci a disparu du dernier questionnaire. Pour plus de détails sur ces enquêtes, on se reportera à Martine Lambert-Gorges, « Le bréviaire du bon enquêteur, ou trois siècles d'information sur les candidats à l'habit des Ordres Militaires », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, t. XVIII, 1982, p. 165-198, presque exclusivement consacré à l'ordre de Saint-Jacques.

de 1652, les membres parvinrent à suspendre l'application de la loi en question et à imposer un renforcement notable des preuves de noblesse et de « pureté de sang » mais sans parvenir pour autant à faire diminuer les octrois d'habits de manière suspecte ou arbitraire, tant les intérêts en jeu et les pressions des élites locales étaient considérables. Antonio Domínguez Ortiz considère que la période de plus grande inflation d'habits et donc de plus grande corruption correspond aux années 1640-1643 qui sont aussi celles où le besoin de cadres pour l'armée sur le front de Catalogne se fait le plus fortement sentir – les injonctions faites aux chevaliers de s'y rendre plaident pour cette interprétation¹⁹. Il s'agissait en effet d'une question extrêmement sensible dans la société d'alors et les membres des ordres militaires, creuset de la plus pure et excellente noblesse castillane, tenaient à préserver l'étanchéité du corps. En réalité, avec la vénalité instaurée par Olivarès à tous les niveaux, l'attribution d'habits et de commanderies cessa dans bien des cas d'être une garantie de « pureté de sang ». Néanmoins, le fait d'être chevalier d'un ordre militaire continua encore à l'époque d'être considéré comme la preuve la plus sérieuse de la pureté du lignage de l'heureux élu, tant les enquêtes étaient réputées strictes et sérieuses.

Les enquêtes devant établir l'idonéité des prétendants étaient menées, à compter du début du XVII^e siècle, par deux « informateurs » (*informantes*) membres de l'ordre alors qu'auparavant il suffisait d'un seul. Dans le dossier qui nous occupe, ces deux informateurs sont don Juan Matías de Albizu y Chávarri, chevalier profès de Calatrava et gouverneur de Martos, et le docteur Frey Antonio de León y Jaraba, prieur de San Bartolomé d'Almagro et de San Benito d'Osuna. Le candidat devait déboursier les frais occasionnés par les enquêtes – les salaires des enquêteurs principalement – et les frais engagés par le Conseil des ordres, ce qui ne devait pas être très onéreux bien qu'une claire tendance à la hausse se fit jour sous le règne de Philippe II. Mais le comte-duc d'Olivarès devait, au siècle suivant, mettre en vente les *hábitos*, ce qui eut pour effet d'accroître sensiblement leur coût. Selon Antonio Domínguez Ortiz – qui produit des chiffres relatifs à l'année 1639 –, un *hábito* coûtait alors entre 18 000 et 20 000 *reales*²⁰. Quant à Elena Postigo Castellanos, elle avance, dans sa thèse, des quantités bien plus contrastées pour le XVII^e siècle : de moins de 9 000 réaux (*reales*) pour les chevaliers « les plus qualifiés » jusqu'à des sommes exorbitantes supérieures à 60 000 ducats – 660 000 *reales* – et même à 80 000 ducats pour

19 Antonio Domínguez Ortiz, « Valoración social de los hábitos de las Órdenes Militares », art. cit., p. 1171.

20 *Id.*, *La sociedad española en el siglo XVII*, Madrid, CSIC, t. I, 1963, p. 203, note 41.

les commanderies les plus riches²¹. Mais ce n'est pas cet aspect des choses que nous souhaitons mettre en relief à présent.

Revenons plutôt à notre prétendant don Andrés de Rozas et à la ville d'Almagro. Cette dernière, comme toutes les autres, était divisée en factions (*bandos*) qui se partageaient le pouvoir municipal et tout ce qui l'accompagnait, tant du point de vue des avantages financiers que du prestige social, comme les différents offices, l'affermage des rentes, les privilèges accordés aux *regidores* – les membres du conseil municipal. En général, il y avait deux factions (*bandos*) dominantes qui jouaient le rôle de têtes de clientèles réticulaires. Lorsque les relations entre ces lignages dominants connaissaient une crise, c'était toute la vie de la cité qui en était affectée et les séquelles des affrontements demeuraient tenaces dans la mémoire des familles à travers les générations successives. Entre les divisions qui scindaient la ville d'Almagro en clans se vouant une haine ancienne et irréconciliable, la principale était celle qui séparait les vieux-chrétiens et les nouveaux ou *conversos*. C'est sur ce point très sensible que don Andrés de Rozas fut pris à partie et sa réputation mise à mal.

Deux familles alliées contre les Rozas Treviño de Loaysa, les Caballería et les Esquina, décidèrent d'empêcher par tous les moyens que le jeune Andrés obtînt l'habit tant convoité. Ce genre de règlement de comptes n'était pas chose nouvelle dans la famille. Déjà don Luis de Oliver, grand-père maternel du candidat, et don Pedro, l'oncle maternel et tuteur que nous connaissons déjà, avaient dû faire face aux mêmes difficultés lorsqu'ils avaient sollicité une familiature du Saint-Office. Et c'est sur le grand-père, don Luis, que les détracteurs allaient concentrer leur première série d'objections. Selon l'avis d'un témoin du dossier Rozas, les informations de « pureté » présentées par ces deux parents du prétendant avaient été contestées. Il déclara en effet que :

[...] les avis contraires qui furent émis lorsque ledit don Luis de Oliver et don Pedro de Oliver, son fils, prétendirent à leur familiature trouvent leur origine dans les luttes entre factions, les rivalités et les inimitiés d'Almagro qui persistent encore aujourd'hui et que lesdites familiatures avaient été des affaires controversées²².

21 Cité par Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI*, op. cit., p. 226.

22 « *La contradicción que tuvieron en la pretensión de sus familiaturas el dicho don Luis de Oliver y don Pedro de Oliver, su hijo, nació de los bandos y emulaciones y enemistades de Almagro y que aún hoy duran, y que fueron las dichas familiaturas negocios controvertidos* », A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276.

Un autre témoin fournit des précisions intéressantes :

Lorsque don Pedro de Oliver, frère de la mère du prétendant [don Andrés de Rozas] demanda à devenir familier su Saint-Office de l'Inquisition, il doit y avoir quatre ou cinq ans de cela, il eut affaire à plusieurs ennemis, en particulier Pedro Sánchez de la Esquina et Juan Sánchez de la Esquina, et don Fernando de la Caballería, prêtre, au motif qu'une nièce desdits Esquina ayant épousé don Diego de la Caballería, familier du Saint-Office dans cette ville, on accusa ledit don Pedro de Oliver d'avoir proféré certaines injures à l'encontre de celui qui faisait un tel mariage et c'est pour cette raison que ces individus se vantèrent publiquement de savoir que lorsqu'il [don Pedro de Oliver] avait postulé pour l'Inquisition on avait entendu certaines choses [...]²³.

352

Dans le dossier de don Andrés de Rozas, aucun témoin ne met en cause la noblesse de sa famille, tant paternelle que maternelle. C'est en effet sur la question sensible de la « pureté de sang » que vont porter les critiques. Tous les témoins du clan des Esquina-Caballería déclarent à l'unisson que le curé de Caracuel, un bourg situé près de Ciudad Real, leur avait dit que « ledit don Luis était concerné par le *sambenito* du patronyme Madexa et que le *sambenito* en question se trouvait dans la paroisse d'Almodóvar²⁴ ». Mais le curé en question, qui était aussi commissaire du Saint-Office, nia, lorsqu'il fut interrogé à son tour, avoir rien dit de tel, déclarant même que « aucun des Oliver du Corral²⁵ ne s'était marié à Almodóvar ni n'était infecté en aucune manière »²⁶. Il montra même aux enquêteurs une liste sur laquelle il avait copié les noms de tous les *sambenitos* et il n'y paraissait aucun Oliver. À l'évidence, les Esquina-Caballería n'étaient pas parvenus à faire pression sur le commissaire ou bien les Treviño de Loaysa étaient plus puissants qu'eux. À moins qu'il ne faille simplement louer la probité du commissaire qui dit la vérité.

23 « *Habiendo pretendido don Pedro de Oliver, hermano entero de la madre del pretendiente [don Andrés de Rozas] ser familiar del Santo oficio de la Inquisición, habrá cuatro o cinco años, tuvo varios enemigos, en especial a Pedro Sánchez de la Esquina y Juan Sánchez de la Esquina y a don Fernando de la Caballería, presbítero, por razón de que habiendo casado una sobrina de los dichos Esquinas con don Diego de la Caballería, familiar del Santo Oficio que es desta villa, se atribuyeron al dicho don Pedro de Oliver haber dicho algunas injurias contra el que así se casaba y que por esta causa se jactaron públicamente los susodichos de que en su pretensión para la Inquisición se habían oído varias cosas [...]. » (Ibid.)*

24 « *Al dicho don Luis le toca el sambenito del apellido Madexa y que el dicho sambenito está en la parroquia de Almodóvar » (Ibid.)*. Almodóvar del Campo était alors une petite ville située à 30 kilomètres au sud-ouest de Ciudad Real. Rappelons qu'un *sambenito* était un grand écriteau portant le nom, le délit, la peine et la date des condamnés par l'Inquisition placés dans leur paroisse afin de perpétuer la mémoire du délit et l'infamie de la famille.

25 Corral de Calatrava, gros bourg situé à 20 kilomètres au nord-est d'Almodóvar del Campo.

26 « *Ninguno de los Oliveres del Corral se casó en Almodóvar ni tiene infección alguna* », A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276.

Ce faux-pas des ennemis de don Luis, en tous cas, eut des conséquences immédiates sur la suite de l'enquête, leurs dires et ceux de ses suiveurs apparaissant désormais comme suspects et dénués de fondement. Les enquêteurs n'auraient du reste pas poussé plus avant leurs investigations s'ils n'avaient reçu une instruction royale (*Real instrucción*) les enjoignant de poursuivre afin de « vérifier si ledit don Luis de Oliver était le fils de Juan de Oliver, résidant dans ladite ville de Corral de Calatrava et s'il était descendant de Diego Madexa »²⁷. Il nous est impossible de connaître les raisons de cet ordre, apparemment assez inhabituel. Nous pensons qu'il fut motivé par l'intervention en haut lieu de don Diego de la Caballería et de son allié don Antonio Manuel Juárez qui, justement, s'étaient rendus à Madrid à ce moment-là. Les enquêteurs rétorquèrent que de leur point de vue cette nouvelle démarche ne serait pas très utile dans la mesure où ils avaient déjà posé cette question – c'était même la première à figurer dans l'interrogatoire spécial qu'ils avaient élaboré – à dix des dix-huit témoins qu'ils avaient sélectionnés. Néanmoins ils durent obtempérer, pour conclure que les autres témoins interrogés n'émettaient aucun doute à propos du lieu d'origine de la famille ni sur leur « pureté de sang ». Ils considéraient que les allégations contraires n'étaient que des calomnies (*mala voz*), ajoutant que tant les témoins positifs que les négatifs se référaient aux mêmes sources, des personnes défuntes réputées de leur vivant bien informées sur les affaires d'Almagro. Enfin, ils reconnaissaient se trouver dans l'incapacité de décider lequel des groupes antagonistes était dans le vrai.

Le chef du clan des adversaires de don Andrés de Rozas, don Fernando de la Caballería, menait son jeu avec habileté, évitant d'accabler ouvertement ses ennemis pour mieux insinuer le doute. Ainsi, après avoir affirmé qu'il pensait que don Luis de Oliver était *limpio*, il ajoute qu'il sait que dans la ville du Corral d'Almaguer il y a deux familles Oliver et « qu'à l'une des deux familles correspond le *sambenito* d'une certaine Madexa mais qu'il n'est pas persuadé que ce soit à don Luis de Oliver étant donné les actes positifs dont il bénéficie »²⁸. Mais le curé de Caracuel soutient « qu'il ignore qu'il y ait deux sortes d'Oliver et qu'il les tient tous pour des vieux-chrétiens »²⁹. Les fameux actes positifs de don Luis de Oliver sont divisés en deux séries, ceux prouvant sa noblesse, et ceux prouvant sa « pureté de sang ». Les premiers, au nombre de cinq, sont consignés dans le dossier dans cet ordre :

27 « *Averiguar si el dicho don Luis de Oliver fue hijo de Juan de Oliver, vecino de la dicha villa del Corral de Calatrava y si descendió de Diego Madexa* » (*ibid.*).

28 « [...] *que a una de las dos familias toca el sambenito de una fulana Madexa y que no da crédito que le toque a don Luis de Oliver por los actos positivos que tiene* » (*ibid.*).

29 « [...] *que no sabe que haya dos géneros de Oliveres y que a todos los ha visto por cristianos viejos* » (*ibid.*).

- sa fille doña Leonor est moniale dans le couvent de l'Asunción d'Almagro ;
- les offices remplis au conseil municipal au sein de l'état nobiliaire – *elector del estado noble* et *alcalde de la hermandad* – ;
- don Luis de Oliver, son fils don Pedro et don Juan de Oliver, son père, figurent dans les recensements d'Almagro en tant qu'*hijosdalgo* ;
- ses parents du Corral de Almaguer sont compris dans la « moitié des offices » (*mitad de oficios*) réservés aux nobles ;
- l'arrière grand-père de don Luis obtint une *ejecutoria* de noblesse sans encombre.

Quant aux actes positifs prouvant la « pureté de sang », ce sont les quatre suivants :

- sa fille doña Leonor est moniale dans le couvent de l'Asunción d'Almagro ;
- don Luis a été *alguacil mayor* du Saint-Office et familier de l'Inquisition de Tolède ;
- 354 – don Pedro son fils et oncle du prétendant est lui aussi *alguacil mayor* du Saint-Office et familier de l'Inquisition ;
- les preuves de « pureté de sang » de doña Francisca de Oliver, sœur de don Luis, établies par l'Inquisition de Tolède pour qu'elle pût épouser don Martín de Garnica, familier du Saint-Office dont elle est aujourd'hui la veuve.

On remarquera, à l'instar de ce que nous avançons plus haut, que le fait d'avoir une fille dans le couvent de Calatrava revêt une grande importance pour les preuves.

La piste Madexa s'avérant ainsi entravée, les Caballería et les Esquina vont présenter une seconde série d'objections – la « *segunda objeción* » – qui concerne cette fois la « pureté » de la mère de don Luis, doña María Malagón. Ils déclarent qu'elle fut la fille de Sebastián Ruiz Malagón et d'Elvira Recuero son épouse, laquelle est concernée par trois ou quatre *sambenitos* qui sont suspendus dans l'église de San Bartolomé d'Almagro. Le frère de don Fernando de la Caballería, don Diego, use de la même technique que lui pour diffamer. Il déclare que « dans la ville d'Almagro il n'y avait aucun Recuero qui fût vieux-chrétien, mais il ignore pour quelle raison et compte tenu des actes positifs de la famille en question, il est persuadé que les objections qu'on a soulevées sont fausses »³⁰. Néanmoins, un autre témoin appelé Gregorio Serrano précise qu'il y a à Almagro quatre familles Recuero et qu'une seule est vieille-chrétienne.

Don Fernando Juárez, qui se dit cousin de don Fernando de la Caballería, fait état dans sa déposition d'un « procès entre un certain Malagón et un certain

30 « *En Almagro no había ningún Recuero cristiano viejo, pero no sabe por qué causa y que por los actos positivos de esta familia, se persuadió a que eran falsas estas objeciones* » (*ibid.*).

Recuero sur la prétention à être enterrés dans la chapelle de Santa María la Mayor qui se trouve à San Bartolomé, et il a entendu dire que dans ce procès il est établi une distinction entre les bons et les mauvais Recuero »³¹. Les informateurs, très scrupuleux, se procurent auprès de la Chancellerie de Grenade la résolution de ce procès où il ne paraît nulle part de distinction entre différents lignages portant le nom de Recuero. Les informateurs se livrent alors à une critique en règle des faiblesses et des contradictions de cette seconde objection et concluent qu'en réalité doña María Malagón n'est pas la fille de ceux que disent les Esquina-Caballería, mais bien de Pedro Ruiz Malagón et de María Ruiz de Flores, habitants d'Almagro, ainsi que l'avait déjà établi jadis l'Inquisition. Du reste, les Recuero du quartier de San Ildefonso ont toujours été considérés comme étant vieux-chrétiens, or c'est dans ce quartier que doña María Malagón avait sa demeure. En outre, le terme « *recuero* » qui apparaît sur les *sambenitos* en question renvoie au métier, non au patronyme³² et de toute façon, ces personnes n'étaient pas d'Almagro. Enfin, il apparaît que lorsque don Luis avait obtenu sa familiature de l'Inquisition en 1620, il avait demandé qu'on fit figurer sur le diplôme non seulement son nom habituel d'Oliver, mais aussi ceux de Malagón Flores et Recuero afin qu'il fût manifeste qu'il n'y avait pas de doute sur la « pureté » de ce lignage.

Mais la partie adverse ne désarmait pas. Une « troisième objection » avait été avancée. Elle reposait sur une disposition réglementaire assez singulière datant de 1483 qu'on retrouvait dans d'autres municipalités du Campo de Calatrava d'une certaine importance – Moral, Almodóvar del Campo, Valdepeñas, Daimiel et Manzanares – et qui avait été abrogée entre 1572 et 1576 sauf à Almagro où elle se maintint contre vents et marées jusqu'en 1632. Elle stipulait que les offices municipaux étaient attribués non selon la coutume de la « moitié des offices » (*mitad de oficios*) partagés entre nobles et roturiers, mais de la manière suivante : un quart était réservé aux *hidalgos*, la moitié aux « *labradores cristianos viejos* » qu'on appelait aussi « *hombres buenos* » et le dernier quart aux *mercaderes* qui « étaient tous néophytes ou convertis » (« *eran todos confesos o conversos* »)³³. Or, allèguent les témoins à charge, un ancêtre de don Luis, son second ou

31 « [...] un pleito entre un fulano Malagón y un fulano Recuero sobre intentar enterrarse en la capilla de Santa María la Mayor que está en San Bartolomé, y que ha oído decir que en este pleito se contiene la distinción entre los Recueros buenos y malos » (*ibid.*).

32 *Recuero*, de *recua*, troupeau de mulets ou de chevaux, équivaut à muletier (*arriero*).

33 Sur la situation des *conversos* à Almagro, dont la compréhension est fondamentale pour saisir les enjeux de notre dossier, on consultera l'étude très éclairante de Jerónimo López-Salazar, « Limpieza de sangre y división en estados. El municipio de Almagro durante el siglo XVI », *Historia Moderna. Studia Histórica*, vol. XII, 1994, p. 157-187. Voir aussi, pour un cadrage global, Juan Ignacio Gutiérrez Nieto, « La discriminación de los conversos y la tibetización de Castilla por Felipe II », *Homenaje a Gómez Moreno*, t. IV, *Revista de la Universidad Complutense*, XXII, 1973, p. 99-129.

troisième grand-père, nommé Diego Franco, avait jadis voulu être admis dans l'état des *labradores* (paysans-laboureurs) ce que ces derniers refusèrent, alléguant qu'il appartenait à celui des *mercaderes* (marchands). Il y eut un litige à ce propos et la chancellerie de Grenade avait conclu, disait-on, que Diego Franco appartenait bien à l'état des *mercaderes*. Les pièces originales du procès avaient été ramenées de Grenade par un certain Bernardo Casado, défunt, car il avait épousé une Malagón et bien qu'il eût brûlé l'essentiel du dossier, don Fernando de la Caballería en avait conservé la première page. Mais ce dernier, fidèle à sa stratégie, refuse de confirmer ces faits, affirmant qu'il y eut bien procès, mais que ce Diego Franco, d'après lui, n'appartenait pas à la famille de don Luis et « avant qu'on ne lui posât la question, il dit que ledit Diego Franco, ayant été le fils de Juan Franco *el Moato*, brûlé [par l'Inquisition] et le petit-fils de Diego González Fexmix et de Catalina González, brûlés, était infecté³⁴ ». On voit comment, en ayant l'air de favoriser don Luis, ce témoin s'arrange, sans qu'on lui ait posé la question – circonstance soulignée par les enquêteurs –, pour communiquer la généalogie problématique susceptible de le perdre.

Le troisième frère de la Caballería, don Alfonso, prend la relève et avec trop de zèle ajoute que Alonso Franco – et non Diego, par erreur – avait épousé María de Cañizares, sœur du fondateur du Collège de Santa Cruz de Cañizares, à Salamanque, et qu'ils avaient eu une fille du même nom qui épousa à son tour Juan Ruiz Malagón *el Viejo*, père de Sebastián Ruiz Malagón qui le fut à son tour de doña María Malagón, la mère de don Luis de Oliver. Mal lui en prit car les informateurs notent sans tarder que cette généalogie est fautive au vu des pièces authentiques dont ils disposent. Ils décident d'abandonner cette piste, d'autant plus facilement que les autres témoins d'Almagro affirment tous que les ascendants de doña María Malagón avaient toujours appartenu à l'état des *labradores* vieux-chrétiens, ce qui, soit dit en passant, montre que notre jeune prétendant était d'une noblesse relativement récente, mais comme, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, les preuves ne devaient pas remonter au-delà des grands-parents, il n'est pas tenu compte de ce détail dans le dossier.

Les Esquina prennent alors la relève et tentent, fort maladroitement, de disqualifier le prétendant. Ils affirment en effet que le chanoine Cañizares, le fondateur du collège de Santa Cruz déjà rencontré, avait stipulé dans le règlement de l'établissement qu'aucun Franco ni Malagón ne pourrait y être admis, car, explique don Pedro Sánchez de la Esquina, doña María de Cañizares avait épousé un certain Alonso Franco, fils de Juan Franco, brûlé par

34 « [...] antes que se le preguntase dijo que el dicho Diego Franco, por ser hijo de Juan Franco el Moato, quemado, y nieto de Diego González Fexmix y de Catalina González, quemados, fue infecto », A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276.

l'Inquisition, et ils avaient eu pour fils Juan Ruiz Malagón, ascendant de María de Malagón, arrière grand-mère paternelle du prétendant. Mais les informateurs s'empressèrent de consulter les statuts du collègue en question où non seulement aucune interdiction n'est faite aux Franco ou aux Malagón, mais au contraire le fondateur les exhorte, eux et tous les habitants d'Almagro qui souhaitent étudier à Salamanque, à rejoindre son établissement. En outre, de nombreux témoins attestent que ladite doña María de Cañizares avait en réalité épousé Juan Ruiz Malagón *el Reviejo*, grand-père au cinquième degré du prétendant, qui n'avait rien à voir avec les homonymes souillés par le procès inquisitorial.

Mais les adversaires s'entêtent. Ils s'en prennent à la mémoire de don Diego – d'autres témoins disent don Alonso – Franco, le supposé arrière-arrière grand-père maternel de don Luis de Oliver, le grand-père paternel de notre prétendant. Ce Franco aurait été le fils de Juan Franco *el Moato* dont les ossements avaient été déterrés et brûlés par l'inquisiteur don Juan Yáñez, alors qu'il était lui-même fils de deux brûlés par le Saint-Office appelés Diego González Fexmix et Catalina González, tous judaïsants. Leurs *sambenitos*, ajoute le témoin, peuvent être vus dans l'église de San Bartolomé d'Almagro, où l'on trouvera l'épithaphe suivante sur le sépulcre de Juan Franco : « Ci-gît Moato le grand infortuné et jamais vengé, le Seigneur veuille le venger »³⁵. Mais les enquêteurs ne trouvent pas trace de cette sépulture ni de son épithaphe, pas plus du reste qu'ils ne parviennent à étayer par des témoins les dires qu'on vient de rapporter. Ils acquièrent la conviction que les dépositions du clan Caballería-Esquina sont entachées de grossières erreurs dues à leur partialité. Ils vont bientôt en avoir la preuve.

C'est à peine si nous osons prolonger encore cette histoire généalogique très embrouillée en espérant que le lecteur n'est pas déjà perdu depuis longtemps. En simplifiant beaucoup pour terminer, signalons que don Alfonso de la Caballería, le frère de don Fernando et don Diego, accusa don Luis de Oliver d'avoir falsifié la dernière enquête qui avait été menée pour sa familiature en subornant les témoins et promettant aux Caballería et aux Esquina de les aider en retour en faisant de même et que cet arrangement avait fait l'objet d'un accord écrit : « On passa une écriture entre ceux qui alors avaient fait obstacle à ses prétentions et ledit don Luis où celui-ci s'obligeait à aider à son tour [les Caballería et les Esquina] dans les prétentions qu'ils montreraient afin qu'ils ne disent rien dans la dernière enquête le concernant »³⁶. Mais l'écriture en question ne fut pas retrouvée et pour comble de confusion, ce sont les Caballería qui se trouvèrent accusés à leur tour d'avoir suborné des témoins pour qu'ils fissent de fausses

35 « *Aquí yace Moato desdichado mucho y no vengado, el Señor le vengue* » (*ibid.*).

36 « *Se hizo una escritura entre los que entonces le habían contradicho su pretensión y el dicho don Luis, y él se obligó en ella a ayudarles a ellos [los Caballería y los Esquina] en las pretensiones que tuviesen para que en sus últimas pruebas no dijese* » (*ibid.*).

accusations contre les Treviño, de telle sorte que l'arme qu'ils avaient voulu utiliser contre ces derniers se retourna contre eux. Les enquêteurs concluent qu'il « semble qu'en une certaine mesure ils sont *suspects* [les Caballería] car, ainsi qu'il ressort de leurs propres déclarations, ils sont tous parents et renvoient les uns aux autres pour une même question »³⁷.

358

Les manœuvres du clan Caballería-Esquina échouèrent et don Andrés de Rozas devint chevalier de Calatrava à la fin de l'année 1662 à l'âge de quatre ans. Ce qui ressort des dépositions de la majorité des témoins est bien que les Treviño étaient incontestablement vieux-chrétiens, bien que certains admettent qu'ils auraient pu à un moment donné « mal se marier » (« *casarse mal* »), particulièrement dans une ville comme Almagro, connue pour l'importance de sa population nouvelle-chrétienne, au point que la périphrase « être originaire d'Almagro » était devenue une forme d'atténuation de cette autre, très infamante : « avoir du sang juif dans ses veines ». Ce qui est certain, c'est que la noblesse de la famille n'était pas immémoriale puisque du côté de son père, la précieuse *ejecutoria* avait été obtenue en 1496 et du côté de sa mère, en 1568 seulement. Le fait de ne pouvoir se prévaloir d'une noblesse « de sang » eût sans doute été un obstacle pour le prétendant du temps des Rois Catholiques et des deux premiers Habsbourg, mais avec le temps cette exigence s'était estompée, tout comme la limite inférieure d'âge, soumise néanmoins à dispense pontificale. C'est ce que montre le fait qu'en 1563, don Andrés, âgé de cinq ans, apparaît en possession de la commanderie de Torroba dont avait joui son père avant lui alors que les statuts de 1448 stipulaient que pour être profès il fallait avoir au moins seize ans et pour être commandeur, dix-sept. Il faut donc supposer que l'oncle et tuteur don Pedro avait négocié les dispenses auprès de l'administration romaine. En réalité, celui qui profitait de la situation en attendant la majorité de son neveu, c'était bien lui. Toujours est-il que les difficultés survenues au cours de l'enquête de sang de don Andrés n'empêchèrent en rien sa famille d'aller très loin sur la route escarpée de la gloire. En 1696, alors qu'il était âgé de trente-huit ans, il reçut le titre de marquis d'Añavete, transmis par son épouse, doña María de las Virtudes Arias, I^e marquise d'Añavete³⁸. Ils eurent une fille, doña María del Padre Eterno Arias Treviño, II^e marquise d'Añavete. La fille de cette dernière, doña María del Padre Eterno Arias Treviño comme sa mère, III^e marquise d'Añavete et de Villaytre, épousa en 1734 le commandeur de Calatrava don Juan Francisco Gaona y Portocarrero qui était vicomte de Toba et II^e comte de Valparaíso, et qui occupa de nombreuses charges sous Philippe V – majordome du roi (1728),

37 « [...] parece que en alguna manera son sospechosos pues como de sus mismos dichos consta, son todos deudos y se citan unos a otros en una misma cosa » (*ibid.*). Souligné dans l'original.

38 Manuel Corchado Soriano, *Estudio histórico-económico-jurídico del Campo de Calatrava*, *op. cit.*, p. 396.

premier écuyer de la reine Isabelle Farnèse (1740), membre du Conseil des Indes (1741) –, pour devenir surintendant des finances sous Ferdinand VI, point culminant de sa carrière, car avec la chute du marquis de la Ensenada il serait disgracié par Charles III juste deux mois avant de décéder le 4 février 1760³⁹. L'imposant palais de Valparaíso – imposant à l'échelle d'Almagro, tout est relatif –, construit par son père dans sa ville natale, témoigne de cette ascension.

Pour comprendre les raisons de la tentative des Caballería-Esquina, il faut se plonger dans l'histoire des factions (*bandos*) d'Almagro et tout particulièrement, l'antagonisme entre *mercaderes* et *labradores*. À Almagro, qui devait compter à la fin du xvi^e siècle quelque 8 000 habitants, les descendants des juifs convertis à la fin du Moyen Âge constituaient une importante minorité, à un double titre, par le nombre d'abord, puisque d'après nos calculs les *conversos* représentaient probablement, vers 1500, entre 28 et 30 % des feux⁴⁰, et par le rôle économique et financier qu'ils jouaient en tant que fermiers des rentes de la *mesa maestral* de Calatrava ou des *alcabalas* royales et pour beaucoup d'entre eux, grands éleveurs de moutons lainiers et propriétaires fonciers. Le 8 octobre 1483, le grand-maître Frey Garci López de Padilla avait signé une ordonnance instituant la répartition des offices municipaux selon les trois groupes que nous avons évoqués plus haut. Son objectif était alors d'attirer les *conversos* – les *mercaderes* – sur les terres de l'ordre afin de donner un nouvel essor au commerce et s'assurer les services d'un groupe de professionnels de la finance. Les *conversos*, pour leur part, virent dans la création, au sein des roturiers, d'un groupe de *mercaderes*, une victoire de leur « race » comme on disait alors, ne se rendant pas compte qu'ainsi faisant ils se singularisaient et gravaient pour ainsi dire dans le marbre le nom des lignages au sang « impur ». Les *conversos* prenant de plus en plus de place dans les conseils municipaux grâce à l'achat d'offices de *regidores* et les préjugés anti *conversos* croissant de plus en plus dans la société globale, les *mercaderes* tentèrent de faire révoquer cette ordonnance afin de se fondre dans la masse des *labradores* ou *hombres buenos*, ce que ces derniers ne souhaitaient nullement, on s'en doute. En 1537, les *mercaderes* tentèrent une action en justice auprès de la Chancellerie de Grenade dans ce but, mais en vain – sentences de 1538 et 1539. À compter de cet échec, tout le restant du siècle fut émaillé de luttes intestines au sein des conseils municipaux des principales villes du Campo de Calatrava, luttes qui prirent parfois des airs de véritables affrontements de rues entre partialités (*bandos*) *conversas* et vieilles-chrétiennes.

39 Didier Ozanam, *Les diplomates espagnols du xviii^e siècle*, Madrid/Bordeaux, Casa de Velázquez/Maison des Pays Ibériques, 1998, p. 266-267.

40 Raphaël Carrasco, « "Pureté de sang" et paix civile en Nouvelle-Castille (xv^e-xvi^e siècle) », dans Jeanne Battesti-Pellegrin (dir.), « *Qu'un sang impur...* » *Les Conversos et le pouvoir en Espagne à la fin du Moyen Âge*, Aix-en Provence, Publications de l'Université de Provence, 1997, p. 61-87.

Le point culminant des violences fut atteint au cours des années médianes du siècle⁴¹. Deux exemples concrets vont nous donner un aperçu de ces tensions inter-ethniques. Le 19 juin 1548, les inquisiteurs de Tolède convoquèrent cinq membres d'une même famille d'Almagro, les Villarreal, petits-fils d'un certain Diego de Villarreal *el Tuerto* (le Borgne) qui avait été condamné en tant que judaïsant. Ces cinq personnages, parmi lesquels on compte deux médecins et deux fermiers de rentes, avaient été dénoncés pour infraction sur les lois régissant l'incapacité d'offices (*inhabilitación*) et pour leur activité au sein d'un supposé *bando* œuvrant contre les vieux-chrétiens. Le 26 juin, une lettre parvenait à l'un des inquisiteurs – les noms de signataires ont été soigneusement barrés de sorte qu'on ne peut connaître leur identité – mettant en cause l'un des convoqués appelé Antón de Villarreal :

La volonté de nous favoriser que Votre Grâce a toujours bien voulu manifester [...] nous conduit comme toujours à vous supplier de venir en aide aux vieux-chrétiens et à leur parti qui en l'absence de Votre Grâce ont été tellement persécutés par les gens de ce bourg, et de sévir à l'encontre des persécuteurs en les payant avec la monnaie que leurs agissements méritent. Et dans la mesure où le plus acharné parmi eux est Antón de Villarreal, qui à présent est convoqué par le Saint-Office de votre ville de Tolède, par les avis de qui se gouvernent et dirigent la faction des *conversos* et les *regidores* qui en font partie, nous voulons vous apprendre qui est ce coquin, outre ce que Votre Grâce sait déjà sur son compte afin que vous le payiez comme il le mérite et pour ce qu'il est [...]. C'est lui qui a formé la ligue et faction des *conversos* contre les *hidalgos* et les vieux-chrétiens, afin qu'ils se cotisent pour pouvoir les poursuivre, comme ils ne manquent pas de le faire en toute occasion. C'est lui qui fait en sorte que les *hidalgos* et les vieux-chrétiens soient exclus de tous les offices municipaux [...] ⁴².

Cette idée selon laquelle les *conversos* formaient un puissant groupe de pression agissant à l'encontre des intérêts des vieux-chrétiens et que seul le Saint-Office pouvait désintégrer, est exprimée à maintes reprises dans les

⁴¹ Sur tout cela, voir Jerónimo López-Salazar, « Limpieza de sangre y división en estados », art. cit.

⁴² « *La voluntad que siempre en V. M. hemos conocido de nos hacer merced [...] nos hace como siempre suplicarle V. M. favorezca a los cristianos viejos y partido dellos que en ausencia de V. M. tan perseguidos han sido de la gente deste pueblo, y sea contra los perseguidores pagándoles en la moneda que sus obras merecen. Y porque el mayor perseguidor dellos es Antón de Villarreal que ahora va citado por el Santo Oficio de esa ciudad de Toledo, por cuyo consejo todos los de la junta de los confesos y regidores que dellos hay se mandan y gobiernan, daremos a V. M. alguna cuenta de quién este bellaco es, demás de lo que de él V. M. conoce, para que le pague como merece y como quien él es [...]. Este es el que ha hecho hacer junta y liga de confesos contra hijosdalgo y cristianos viejos que tengan depósito de dinero para los perseguir como lo hacen en todo lo que se ofrece. Este es el que procura que los hijosdalgo y cristianos viejos sean excluidos de los oficios del concejo de la villa [...]* » (A.H.N., Inq., leg. 120, n° 31).

témoignages consignés dans les procès inquisitoriaux intentés aux *conversos* ou leurs descendants accusés de falsifier leur généalogie en produisant de faux témoins afin de contourner l'obstacle des statuts de « pureté de sang ».

Un quart de siècle plus tard, en 1574, non loin de là, à Almodóvar del Campo, un habitant écrivait anonymement au Saint-Office pour dénoncer un certain Juan Ruiz qui aurait falsifié sa généalogie. L'accusateur parle au nom de « tous ceux qui sommes proches du Saint-Office et de véritables serviteurs de ses ministres et saints juges » (« *los que somos allegados del Santo Oficio y verdaderos servidores de sus ministros y santos jueces* ») car, précise-t-il, dans la ville, « il y a quinze *regidores* et deux seulement sont vieux-chrétiens immaculés de tous côtés » (« *hay quince regidores y dos sólo son cristianos viejos limpios de todas partes* »). Or, il faut « punir de semblables éhontés parjures parmi lesquels je pense que nul n'est en sécurité » (« *castigar semejantes desvergonzados perjuros entre cuyos autores creo que no vive nadie seguro* »⁴³). Parmi les nombreux reproches qui sont adressés aux descendants des nouveaux convertis, il en est un de particulièrement récurrent et qui en dit long sur la permanence, dans les mentalités collectives, du stéréotype du juif usurier. En 1540, par exemple, un barbier de Maqueda, au nord-est de Tolède, nommé Rodrigo Alonso, dénonce à l'Inquisition le petit-fils de brûlé pour judaïsme, Antón Rodríguez, car, dit-il, « il a fait et fait toujours de nombreux contrats usuriers et illicites » (« *ha hecho e hace algunos e muchos contratos usurarios e ilícitos* »), ce que confirme un autre témoin : « il fait des contrats vicieux [...], achetant pour quatre ce qui vaut cinq » (« *hace contratos viciosos [...] comprando lo que es cinco por cuatro* »⁴⁴). En 1562, Juan de Vargas, familier du Saint-Office demeurant à Robledo de Cavela, à l'ouest de Madrid, dépose contre un autre petit-fils de condamné, Jerónimo Hernández pour les mêmes raisons : « Sous d'aimables paroles ce qu'il fait c'est sucer le sang [...]. Il n'y a pas de juif plus grande sangsue en Espagne, qui a sucé jusqu'à l'os tous les paysans de cette contrée » (« *Con sus palabras dulces era un chupador [...]. No hay judío mayor chupador en España, que tiene chupados a todos estos labradores desta tierra* »). Ses intentions sont claires : les *conversos* « étaient des putains de juifs et il voulait les chasser du lieu » (« *eran putos judíos y los quería echar del lugar* ») car, « comme ces descendants des juifs se sont pas mal enrichis, ils montrent beaucoup de superbe » (« *como están algo ricos aquellos descendientes de judíos, están muy soberbios* »⁴⁵). Ces déclarations révèlent une façon de sentir largement répandue alors dans l'ensemble de la société. Il s'agit d'un conflit aux multiples facettes qu'on ne saurait cantonner au seul domaine religieux.

43 *Ibid.*, n° 15.

44 *Ibid.*, n° 7.

45 *Ibid.*, n° 29.

Almagro avait connu un mouvement de pénétration des *conversos* dans les instances de pouvoir municipales semblable à celui que dénonçait l'habitant d'Almodóvar del Campo cité plus haut, pénétration rendue d'autant plus aisée que la municipalité de la ville n'avait pas adopté de statut de « pureté de sang ». La manifestation la plus spectaculaire de cette ascension – outre l'achat des offices de *regidores* – avait été la multiplication des alliances avec les familles nobles, de telle sorte qu'à la fin du xvi^e siècle, l'état des *hidalgos* et celui des *mercaderes* faisaient cause commune contre celui des *labradores* ou vieux-chrétiens afin de faire abroger la fameuse ordonnance de 1483, alors que traditionnellement, *hidalgos* et *labradores* s'opposaient aux *mercaderes* sur ce sujet. Les luttes de clans pour avoir la mainmise sur les offices furent constantes et parfois spectaculaires, comme ce fut le cas en 1584 lors d'un différend dont le principal protagoniste fut justement un Caballería. Cette famille était déjà puissante au xv^e siècle. D'abord simples commerçants, les Caballería ou Cavallería étaient devenus des fermiers de rentes dès le milieu du xv^e siècle, puis d'importants éleveurs de moutons lainiers transhumants – ceux qu'on appelait les « *señores de ganados* »⁴⁶. Entre 1486 et 1488, Alonso Gutiérrez de la Caballería avait affermé en compagnie de deux autres grands propriétaires la totalité de la *Mesa Maestral*. Cet homme, ainsi que ses deux associés, Gonzalo Gutiérrez et Luis Álvarez de Toledo, passaient pour être, avec les Villarreal dont on vient d'entendre parler, les piliers de la communauté juive et *conversa* – l'expulsion n'avait pas encore eu lieu – d'Almagro. C'est pour cette raison que lorsque, en 1584, soit un siècle plus tard, Alfonso de la Caballería reçut le bâton d'*alcalde de la hermandad* au titre de l'état des *labradores*, bien qu'il fût qualifié d'homme « très honorable et principal, et titulaire d'un majorat » (« *hombre muy honrado e principal e mayorazgo* »), les *labradores* refusèrent cette nomination pour cause « d'impureté de sang », provoquant de sérieux troubles en ville avec bagarres et coups de couteaux, tant et si bien qu'il fallut diligenter une enquête sur place et qu'un recours fut déposé auprès de la Chancellerie de Grenade⁴⁷. Ce genre d'incident est fréquemment rapporté, partout dans la péninsule, et durant toute l'époque des Habsbourg, avec une particulière densité sous le règne de Philippe II. À Almagro, ces luttes pour le pouvoir municipal, mais aussi, et surtout, pour la reconnaissance et le prestige, ne cessèrent pas avec l'abrogation définitive – et tardive, puisqu'elle n'intervint qu'en 1632 alors que dans les autres villes du Campo de Calatrava, elles avaient disparu dès les années 1570 comme on l'a vu – de l'ordonnance de 1483 et le dossier de don Andrés que

46 Luis R. Villegas Díaz, « Almagro durante la Edad media (aproximación) », *Primera semana de Historia de Almagro*, Ciudad Real, Diputación, 1987, p. 43-44.

47 Jerónimo López-Salazar, « Limpieza de sangre y división en estados », art. cit., p. 177.

nous venons de parcourir en est l'illustration parfaite. Et paradoxale aussi. Car c'est le clan d'origine judéo-converse qui utilise justement cette tache (*mácula*) infamante pour disqualifier un clan adverse qui, lui, n'a pas à rougir de celle-ci dans la mesure où ses origines ne sont pas douteuses. L'important n'était pas, on le voit, la réalité de l'ascendance mais bien la *reputación* dans laquelle on tenait le lignage. Nous avons affaire, en somme, à un cas assez évident de perversion du système ou, en d'autres termes, d'instrumentalisation d'une phobie collective. Du reste, les adversaires des statuts de « pureté de sang » n'avaient pas manqué de souligner ces dérives. Jerónimo de Ceballos touche du doigt l'essentiel lorsqu'il met en garde contre le fait qu'un dossier de preuve refusé entraînait une infamie indélébile :

[...] l'honneur une fois perdu jamais n'est recouvré et il n'est point de remède ni de satisfaction équivalente ; tout comme personne ne peut rendre la vie à un homme mort, personne ne peut redonner à un lignage déshonoré assez d'honneur pour réparer le mal, aucune réparation ne peut laver celui qui a été déshonoré par la Justice, à tort ou à raison, de la tache causée par l'affront [...] et personne ne voudrait marier sa fille avec un tel homme, il ne serait pas admis aux honneurs de la République, ni même dans une cathédrale ou un collège ni à aucun des habits militaires⁴⁸.

Cette situation était d'autant plus scandaleuse, poursuivent nos détracteurs, que les témoins étaient des gens bas, sans honneur et sensibles à toute sorte de corruption :

On doit prendre garde et considérer que l'honneur et la réputation de toute la noblesse et la « pureté » de notre Espagne ne réside et repose que dans les dépositions et les dires des hommes les plus âgés de chaque lieu qui [...] sont des tailleurs, des cordonniers, des tanneurs et la lie du peuple, pour la plupart si pauvres et misérables qu'avec quatre *reales* et un coup à boire, ou bien avec une menace ou une caresse on leur fait dire tout ce qu'on veut⁴⁹.

48 « [...] *la honra que una vez se pierde jamás se cobra ni tiene remedio ni satisfacción equivalente y como a un hombre muertonadie le puede dar vida a un linaje afrentado nadie le puede dar honra que sea bastante a reparar su daño, ninguna satisfacción puede limpiar al que afrentó la Justicia con razón o sin ella de la mancha que le causó la afrenta [...]* y ninguno casaría su hija con tal hombre ni le admitieran a las honras de la República ni aun a la Iglesia Catedral, o Colegio ni a ninguno de los hábitos militares ». Jerónimo de Caballos, *Memorial de don Gerónimo de Zevallos, acerca de los estatutos*, publié par Juan Hernández Franco, *Sangre limpia, sangre española*, op. cit., p. 269-278, ici p. 270.

49 « *Se debe advertir y considerar que la honra y reputación de toda la nobleza y limpieza de nuestra España haya de consistir y estribe tan solamente en las deposiciones y dichos de los hombres más viejos de cada lugar que [...] son sastres, zapateros, curtidores y la hez del pueblo y los más dellos tan pobres y miserables que con cuatro reales y una vez de vino o con una amenaza o caricia les hacen decir cuanto quieren* ». *Discurso en razón de los estatutos*

La manœuvre des ennemis des Treviño de Loaysa Oliver ne fut rendue possible que par la permanence, dans un milieu localement saturé, de tensions ayant maintenu vivaces les anciennes querelles inter-ethniques. Mais à cette époque, la « pureté de sang » n'était plus cette arme fatale de jadis, du temps où il suffisait de faire naître le simple soupçon d'« impureté » pour que la *reputación* d'un lignage fût ruinée.

de nobleza y limpieza de sangre que hay en algunas de las comunidades de nuestra España y si sea conveniente alterar en parte o en todo el modo que al presente se guarda en hacer las informaciones para entrar en las dichas comunidades, papier anonyme, Archivo General de Simancas, section *Estado*, Lib^o 381, fol. 45 r^o. Nous avons modernisé la graphie. L'historien Miguel Jiménez Monteserín – qui a étudié ce mémorial – pense que l'auteur est sans doute Juan Roco de Campofrío.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

BÉATRICE PEREZ

- Fig. 1. Inscription funéraire de Luis de Riberol (Ludovicus Riparolio), monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)246
- Fig. 2. Testament de Luis de Riberol, Séville, Archivo Histórico Provincial de Sevilla, section Protocolos, leg. 9118.....248
- Fig. 3. Cloître du monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)249
- Fig. 4. Fresque de l'Archange Michel terrassant le dragon, dernière décennie du xv^e siècle, Monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville).....250
- Note : Au premier plan la peinture de l'archange Saint Michel et à l'arrière-plan la pierre tombale de Ludovicus Riparolio : entre les deux plans, la distance physique est de trois mètres.....250
- Fig. 5. Gravure de l'archange Michel terrassant le dragon. Porta San Sebastiano ou Porta Appia, Rome..... 251
- Note : Sur le côté, en lettres gothiques, figure un texte commémorant la bataille entre les milices romaines gibelines des Colonna et l'armée des Guelfes du roi de Naples, livrée le 29 septembre 1327 (jour de saint Georges). 251

ANTONIO BERNAT VISTARINI

- Fig. 1. Captura de pantalla de la interfaz de consulta del *Epistolario de Pedro de Santacilia i Pax*, leg. 1, carta 1, 3 de agosto de 1665327
- Fig. 2. Carta del duque de Alba al duque de Medinaceli, 24 de mayo de 1667330

FABRICE QUERO

- Fig. 1. Le Greco (Domenikos Theotokopoulos, dit) (1541-1614), *Pentecôte*, huile sur toile, 1604-1614, Madrid, musée du Prado379

JESÚS PONCE CÁRDENAS

- Fig. 1. Juan Francisco de Villava, *Del Purificado* (empresa XLIII), *Empresas espirituales y morales*, Baeza, Fernando Díaz de Montoya, 1613, fol. 99 r, Madrid, Universidad Complutense, Biblioteca Histórica «Marqués de Valdecilla»443

ENCARNACIÓN SÁNCHEZ GARCÍA

- Fig. 1. Cosimo Fanzago, Palazzo Medina (hoy Palazzo Donn'Anna), Nápoles465
- Fig. 2. Cosimo Fanzago, Teatro de Palazzo Medina466
- Fig. 3. Diego Velázquez, *Retrato de Felipe IV*, óleo sobre tela, 1628, Madrid, Museo del Prado468
- Fig. 4. Massimo Stanzione, *Retrato ecuestre del virrey Medina de las Torres*, Ronda, Museu de la Real Maestranza de Caballería469

598

JUAN JOSÉ IGLESIAS RODRÍGUEZ

- Fig. 1. Portada de la traducción española de *La nobleza comerciante* del abate Coyer (Madrid, 1781), BH FOA 1712, Port., Madrid, Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla de la Universidad Complutense562
- Fig. 2. Grabado incluido en la traducción española de *La nobleza comerciante* del abate Coyer (Madrid, 1781), BH FOA 1712, Grab., Madrid, Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla de la Universidad Complutense563

CRÉDITS

Akg-images : 379 (Album/Oronoz), 468.

Archivo epistolar de don Pedro de Santacilia y Pax (Vinagrella, Llubí)/A. Bernat Vistarini : 327, 330.

Archivo Histórico Provincial de Sevilla, Protocolos Notariales, cat. Numb. 9118P avec la collaboration de l'agence La Collection : 248.

Biblioteca Histórica de la Universidad Complutense de Madrid avec la collaboration de l'agence La Collection : 562, 563 (BH FOA 1712); 443 (BH FL 2010).

Encarnación Sánchez García : 465, 466.

Igor Todisco Imaging avec la collaboration de l'agence La Collection : 251.

José Moroa : 469.

San Isidoro del Campo/Alejandro Romero Romero : 246, 249, 250.

COUVERTURE

B. Perez : rabat de 1^{re} de couv.

Mellaria (Asociación tarifeña para la defensa del patrimonio cultural) : 4^e de couv.

Rijksmuseum, Amsterdam avec la collaboration de l'agence La Collection : 1^{re} de couv.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	
Béatrice Perez	7

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION D'UN CONCEPT

Le succès diplomatique comme garant de la réputation espagnole	
Lucien Bély	25
«Reputación» como concepto correspondiente a un modelo de organización política	
José Martínez Millán	39
Réputation et conscience: le <i>Commento en romance a manera de repetición latina y scholástica... sobre el capítulo Interverna XI q. III</i> de Martín de Azpilcueta (Coïmbre, 1544; Salamanque, 1572; Rome, 1584)	
Michèle Guillemont	61

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉPUTATION DU ROYAUME

La réputation du Prince: d'exigence personnelle à enjeu politique	
Michèle Escamilla	79
El príncipe y la dinastía perfecta. Carlos V ante las Cortes de Castilla (Valladolid, 1518)	
Juan Manuel Carretero Zamora	97
La réputation du roi d'Espagne à l'épreuve des premiers troubles aux Pays-Bas	
Bertrand Haan	115
La reputación de Felipe II y el caso don Carlos	
Ricardo García Cárcel	137
La reputación de la monarquía hispánica a través del proceso de beatificación y canonización de Teresa de Jesús	
Rosa M ^a Alabrús	151

TROISIÈME PARTIE
UNE RÉPUTATION AU REGARD
DE L'EUROPE

602	Pierre Favre, une réputation européenne. Homme de missions, homme d'écriture Annie Molinié	165
	Historia, reputación y método bajo Felipe III: logros e ilusiones de Clio en la primera modernidad Renaud Malavialle	175
	«Papeles» de reputación: embajadas, cartas, informes e historias en la primera mitad del siglo XVII María Soledad Arredondo	191
	Lisboa, Roma, Nimega 1668-1678: ¿crisis o reajuste de la reputación? María Victoria López-Cordón Cortezo	207

QUATRIÈME PARTIE
JEUX ET ENJEUX DE LA RÉPUTATION :
CONSTRUIRE LA *REPUTACIÓN*...
OU LA RÉTABLIR

Au nom des siens, pour l'honneur et la réputation. Luis de Riberol, Génois « <i>espurio y bastardo</i> », contre le clan des Grimaldi et consorts Béatrice Perez	231
La réputation des Guzmán. Jeux et enjeux de l'alliance matrimoniale entre les Medina Sidonia et les Éboli au xvi ^e siècle Adeline Léandre	253
La reputación como medio de conseguir la gloria. Algunas reflexiones sobre el valor de la Fama Fátima Halcón	271
La construcción de su reputación por parte de don Pedro Girón (1574-1624), III duque de Osuna, virrey de Sicilia y de Nápoles Augustin Redondo	275
Les conquérants des Indes occidentales aux prises avec la « <i>reputación</i> » Louise Bénat-Tachot	301

Don Pedro de Santacilia y Pax, bandido y procurador real. Algunas calas en su epistolario Antonio Bernat Vistarini	321
« Pureté de sang » et <i>reputación</i> des lignages : une arme fatale? Raphaël Carrasco	343

CINQUIÈME PARTIE
SE JOUER DE LA RÉPUTATION

La mauvaise réputation du Greco : mystère de la <i>Pentecôte</i> et mystique de la création dans une de ses dernières toiles Fabrice Quero	367
« Cette mauvaise réputation... » À propos de Miguel de Cervantes Saavedra María Zerari	385
Le poète artisan de la réputation dans l'Espagne des <i>validos</i> Mercedes Blanco	409
Dintornos de un panegírico romano: los elogios a la Casa Barberini de Gabriel de Corral Jesús Ponce Cárdenas	435
Ocultamiento y ostensión del virrey de Nápoles Medina de las Torres Encarnación Sánchez García	453

SIXIÈME PARTIE
REPUTACIÓN ET USAGES SOCIAUX

Juegos de reputación: honra, servicio y traducción en la Monarquía Hispánica (siglos XVI-XVII) Claire Gilbert	475
Todo es conspirar contra España. Reputación y libros prohibidos (siglos XVI-XVII) Manuel Peña Díaz	499
La Fama: alegoría y síntesis en las cabalgatas festivas del mundo hispánico (siglo XVI) José Jaime García Bernal	513
Fama y virtud de las reinas de España en las exequias de los siglos XVII y XVIII Eliseo Serrano	541

El afán de reputación en la burguesía de negocios española moderna: entre el prejuicio social y la estrategia ascensional Juan José Iglesias Rodríguez	561
De la mauvaise réputation de la réputation Francis Wolff	587
Table des illustrations	597
Crédits	601



Araceli Guillaume-Alonso, professeure émérite d'histoire et civilisation de l'Espagne moderne de Sorbonne Université, a dirigé la composante Civilisation et histoire de l'Espagne classique (CHECLA) de l'équipe CLEA. Elle a œuvré à décloisonner les études sur l'Espagne moderne en codirigeant plusieurs ouvrages aux PUPS (sur les jésuites, les couleurs ou les voix du silence à l'époque moderne) et en ouvrant les horizons de réflexion : de la Méditerranée à l'Atlantique ; de la *Santa Hermandad* aux madragues ; de la pratique de la justice à l'exercice des pouvoirs et au disciplinement des consciences ; de la réputation aux exils ; des fêtes tauromachiques aux célébrations, puis à la part de la musique ; des élites aux marchands ; de l'ailleurs aux « rêves d'évasion ». Son dernier livre, *Las Almadrabas (1525-1650). Negocio y prestigio de los duques de Medina Sidonia*, est à paraître aux éditions Catedra. Chevalier de l'ordre national du Mérite et chevalier de l'ordre des Palmes académiques, elle a été vice-présidente des Relations internationales de l'université Paris-Sorbonne (2012-2016).

IBERICA
COLLECTION

Collection dirigée par Araceli Guillaume-Alonso

